



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-23/12

Mohamad Zakaria

(demande de décision préjudicielle, introduite par l'Augstākās tiesas Senāts)

«Règlement (CE) n° 562/2006 — Code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) — Violation alléguée du droit au respect de la dignité humaine — Protection juridictionnelle effective — Droit d'accès à un tribunal»

Sommaire – Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 17 janvier 2013

1. *Procédure juridictionnelle — Procédure orale — Obligation de tenir une audience de plaidoiries — Condition — Présentation d'une demande motivée par un intéressé n'ayant pas participé à la phase écrite*

(Règlement de procédure de la Cour, art. 76, § 2 et 3)

2. *Procédure juridictionnelle — Représentation des parties — Représentation dans le cadre d'un renvoi préjudiciel — Possibilité de représentation par une personne non habilitée à cet effet selon les règles de procédure nationales applicables — Exclusion*

(Règlement de procédure de la Cour, art. 47, § 2)

3. *Questions préjudicielles — Compétence de la Cour — Limites — Interprétation du droit national — Exclusion — Fourniture à la juridiction de renvoi des éléments d'interprétation relevant du droit de l'Union*

(Art. 267 TFUE)

4. *Contrôles aux frontières, asile et immigration — Code communautaire sur le franchissement des frontières — Mise à disposition des voies de recours à l'encontre d'une décision de refus d'entrée — Obligation pour les États membres d'établir une voie de recours pour contester des infractions commises par les gardes-frontières au cours de la procédure d'adoption d'une décision — Absence — Appréciation par la juridiction nationale de l'adéquation des voies de recours à l'égard de l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans le cas d'une situation régie par le droit de l'Union ou en tenant compte de la convention européenne des droits de l'homme dans le cas contraire*

(Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, art. 47 et 51, § 1; règlement du Parlement européen et du Conseil n° 562/2006, art. 6 et 13, § 3)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. point 25)

2. Voir le texte de la décision.

(cf. point 26)

3. Voir le texte de la décision.

(cf. points 29, 30)

4. L'article 13, paragraphe 3, du règlement n° 562/2006, établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen), ne prévoit l'obligation, pour les États membres, d'établir une voie de recours qu'à l'encontre des décisions de refus d'entrée sur leur territoire et non, à cet égard, à l'encontre des infractions prétendument commises par les gardes-frontières au cours de la procédure d'adoption d'une décision.

Toutefois, si la juridiction nationale considère, à la lumière des circonstances du litige dont elle est saisie, que la situation de la personne concernée relève du droit de l'Union au sens de l'article 51, paragraphe 1, de la charte des droits fondamentaux, il lui appartient de déterminer si un refus de reconnaître à celle-ci le droit d'introduire ses demandes devant une juridiction porte atteinte aux droits reconnus à l'article 47 de la charte. Or, les gardes-frontières exerçant leurs fonctions, au sens de l'article 6 dudit règlement sont tenus, notamment, de respecter pleinement la dignité humaine. Il appartient aux États membres de prévoir dans leur ordre interne les voies de recours appropriées afin d'assurer, dans le respect de l'article 47 de la charte, la protection des personnes faisant valoir les droits qu'elles tirent de l'article 6 du règlement n° 562/2006. En revanche, si cette juridiction considère que ladite situation ne relève pas du champ d'application du droit de l'Union, elle devra procéder à un examen de celle-ci à la lumière du droit national, en prenant également en considération la convention européenne des droits de l'homme, à laquelle tous les États membres sont parties.

(cf. points 39-42 et disp.)